

La fatigue politique du Québec français

Pierre Drouilly

La Presse, samedi 6 mai 2000

Cinq ans seulement après la défaite de 1995, voici donc que le Québec est retombé dans un état de fatigue chronique, dont Aimé Césaire disait qu'il était le sort des sociétés dominées. Chaque défaite politique oblige le Québec à prendre conscience une nouvelle fois de sa situation de minoritaire, et provoque lassitude et découragement. Plus de deux siècles de défaites ininterrompues ont évidemment engendré chez les Québécois un pessimisme collectif face à leur avenir et une difficulté de devenir les sujets de leur propre histoire. L'adversaire, une fois de plus, paraît invincible, et l'obstacle insurmontable. Une culture de la défaite se renforce alors, avec comme corollaire «un pessimisme profond, une lassitude déprimante, une insondable impuissance face à ce qui apparaît comme une fatalité de nature et contre laquelle il est inutile de lutter» écrivait Jean Bouthillette dans *Le Canadien français et son double*.

«Le Canada français, culture fatiguée et lasse, traverse depuis longtemps un hiver interminable; chaque fois que le soleil perce le toit des nuages qui lui tient lieu de ciel, ce malade affaibli et désabusé se met à espérer de nouveau le printemps. La culture canadienne-française, longtemps agonisante, renaît souvent, puis agonise de nouveau et vit ainsi une existence faite de sursauts et d'affaissements» disait Hubert Aquin il y a presque quarante ans.

Le dernier de ces sursauts fut le référendum de 1995: l'affaissement politique actuel en est l'inévitable conséquence. Les fédéralistes, pour leur part, ont rapidement tiré les conséquences de leur quasi défaite: l'agression politique et idéologique du Canada contre le Québec s'est mise en branle dès le lendemain du référendum et n'a pas discontinué depuis. Le gouvernement fédéral est averti, et mène son plan B avec persévérance et ténacité, avec tous les moyens de l'État canadien.

Face à ces attaques, les souverainistes ont d'abord réagi par un prodigieux déni de la défaite référendaire: «On a failli gagner!» fut le slogan lancé à la face de tous ceux qui essayaient de tirer les leçons de ce qui était bel et bien une défaite. «Vous verrez la prochaine fois! Avec 49,4% du vote pour le OUI et 60% du vote

des francophones, la victoire est à portée de main» ajoutaiton, comme pour nier la dure réalité.

Hypnotisés par l'illusion de cette quasi victoire, les souverainistes n'ont fait aucune analyse de la défaite, et aucune leçon n'en fut par conséquent tirée. Le camp des «purs et durs» se figea encore plus dans sa pureté doctrinale et sa dureté verbale, tandis que le gouvernement n'entreprit aucune action politique concrète pour faire avancer la cause souverainiste dans l'opinion publique. Une fois de plus, le PQ se mit à jouer son rôle de «bon gouvernement» provincial, laissant passer, depuis cinq ans, toutes les occasions de reprendre l'initiative politique face à Ottawa.

Dans le camp des doctrinaires, on s'est vite enfermé, sans renouveler le discours d'un iota, dans les vieilles rengaines éculées du nationalisme passéiste, revanchard et ombrageux. C'est de ce discours émotif et sentimental que le mouvement nationaliste doit se débarrasser maintenant, car les vieilles thématiques du nationalisme traditionnel ne rejoignent d'aucune façon les citoyens qu'il s'agit de convaincre du bien-fondé du projet souverainiste. Dans le camp du gouvernement, on est vite retombé dans les travers des séculaires querelles fédérales-provinciales, dans lesquelles trop souvent l'indignation péremptoire, de l'un ou l'autre ministre, tient lieu d'argument et de pensée. Ici encore, qui espère-t-on convaincre parmi ceux qui refusent le projet souverainiste, en déchirant à tout propos sa chemise en public?

Les convaincus sont acquis, les sondages nous le démontrent tous les jours: malgré toutes les errements du PQ ou du gouvernement et l'immense fatigue actuelle, un bloc d'environ 40% de l'électorat (c'est-à-dire la moitié du vote francophone) voterait OUI sans hésiter demain matin s'il y avait un référendum. Le problème n'est pas là: ceux qu'il faut amener à penser différemment ce sont les autres, ceux qui voteraient NON à un éventuel référendum.

Mais pour ce faire, il faudrait savoir pourquoi ils refusent d'adhérer au projet souverainiste. Et pour savoir cela, il faut commencer par étudier l'opinion publique, les motivations profondes des citoyens, les mécanismes cognitifs par lesquels ils perçoivent les enjeux de la souveraineté. Les réponses simplistes (du genre «les gens ont peur») sont insuffisantes, les intuitions sont trompeuses, la pensée magique est à proscrire, et la seule bonne volonté est impuissante devant

la résistance des groupes sociaux qui refusent d'adhérer au projet. Il faut identifier les obstacles que l'option souverainiste rencontre encore dans de trop larges secteurs de l'opinion francophone, pour pouvoir agir efficacement sur eux.

La seule réponse donnée à ce problème par le PQ est, pour l'instant, celle du militant qui a la foi du charbonnier: «repreons le bâton du pèlerin, allons parler au monde, expliquons-leur notre projet, et ils finiront bien par comprendre»! Et pourtant depuis trente ans, tout a été dit sur le projet de souveraineté: les arguments pour ou contre sont connus, débattus, documentés, expliqués dans leurs moindres détails. Les raisons de faire la souveraineté restent les mêmes aujourd'hui qu'il y a trente ans, et les raisons de s'y opposer aussi: ces raisons ne sont ni conjoncturelles ni économiques.

Le PQ, depuis sa fondation, tient presque exclusivement un discours économiste pour justifier le projet souverainiste, et se piège ainsi lui-même. Pour deux raisons au moins: d'abord parce que, à l'évidence, le Canada n'est pas un enfer ni un fiasco économique; et ensuite parce qu'on ne pourra jamais démontrer que le Québec souverain sera un paradis, ni un Eldorado économique. Il est impossible de démontrer rationnellement que la souveraineté du Québec sera une bonne affaire du point de vue économique. Pas plus qu'on ne peut démontrer que ce serait une mauvaise affaire. Et à force de développer, de part et d'autre, des argumentaires sur les conséquences économiques de la souveraineté, on a fini par ne plus jamais parler de la raison d'être du projet de souveraineté. Or la souveraineté du Québec ne sera possible que lorsqu'elle s'imposera à l'imaginaire collectif des Québécois, comme condition du vouloir vivre collectif.

Le principal obstacle à la souveraineté du Québec est lié à l'identité ambivalente des Québécois, à leur double appartenance canadienne et québécoise, et à leur difficulté de se projeter collectivement dans la souveraineté politique du Québec. Lorsque cette identité est claire par contre, d'un côté comme de l'autre, la réponse est toujours claire et les Québécois ne sont plus alors hésitants.

C'est lorsque cette identité est confuse que la réponse est ambiguë, et que le choix ne se fait pas, ni dans un sens ni dans l'autre. On aboutit alors à des impasses, comme celle du référendum de 1995, et à cette immense lassitude qui engendre la dépression politique collective dans laquelle nous nous débattons actuellement. Comment les Québécois ne succomberaient-ils pas à la fatigue

politique, quand ils voient leurs politiciens, fédéralistes comme souverainistes, radoter en tenant les mêmes propos cent fois entendus? On tourne en rond, et tous les avenir sont maintenant bloqués. Le Québec est dans l'impasse, prisonnier d'un *statu quo* qui bien évidemment favorise le Canada tel qu'il se construit. L'orthodoxie fédéraliste ne peut que sortir gagnante de l'immobilisme actuel, car le *statu quo* constitutionnel ne peut que favoriser le régime en place.

D'autant plus que le PQ ajoute depuis trente ans à la confusion des esprits, avec ses trente-six formules de souveraineté, de souveraineté-association avec ou sans trait d'union, de souveraineté-partenariat, et pourquoi pas d'un Québec souverain dans un Canada uni, pour reprendre la boutade d'Yvon Deschamps? Et si la confusion de bien des Québécois n'était que le reflet de l'ambiguïté des leaders souverainistes?

Et si l'on revenait aux choses essentielles, et si l'on parlait de l'indépendance du Québec, tout simplement? Car il ne s'agit de rien de moins que de cela. Et si l'on arrêta de poser comme condition préalable à l'indépendance du Québec, l'accord d'une entente d'association ou de partenariat avec le Canada? Et si les souverainistes arrêtaient de demander la permission au Canada, dans un mélange d'effronterie à prétendre le quitter et de culpabilité à l'idée de le faire?

Jamais la question de l'indépendance n'a été posée clairement aux Québécois par le PQ, à tel point qu'on est en droit de se demander si vraiment la raison d'être de ce parti n'est pas de réaliser l'indépendance nationale, mais plutôt d'obtenir un peu plus d'autonomie au sein du Canada. Si tel était le cas, alors qu'on le dise et qu'on le fasse, et qu'on adopte une stratégie à la Lisée. Les sondages, depuis trente ans, montrent qu'une telle stratégie serait gagnante, même si elle ne réglerait en rien le problème de l'identité du peuple québécois, ni toutes les conséquences négatives qui en découlent.

Poser la question de l'indépendance du Québec ne veut pas dire de faire rapidement un référendum sur l'indépendance du Québec, surtout pas! Cela veut dire simplement de poser politiquement la question de l'indépendance, de le faire clairement, d'en débattre collectivement et démocratiquement, de donner du temps au temps. Pourquoi ne pas miser, pour une fois, sur le caractère subversif et mobilisateur du projet historique d'indépendance nationale? Pourquoi ne pas faire confiance, pour une fois, au peuple québécois?

Cela n'a jamais été fait par le PQ, englué dans des querelles sémantiques et des distinctions byzantines, entrecoupées par des courtes périodes de psychodrames référendaires, avec les résultats que l'on connaît. Les stratégies astucieuses du PQ n'ont pas marché dans le passé, et ne marcheront pas plus dans un avenir immédiat.

Comment peut-on espérer que les Québécois se décident clairement, quand leurs propres dirigeants ne semblent pas décidés? C'est donc non seulement de la base militante, mais aussi du sommet du PQ (et du sommet de l'État tant que le PQ est au pouvoir), que doivent venir des messages clairs. C'est aux leaders politiques de donner une direction au mouvement, et non pas toujours à la base de pousser sur ses dirigeants.

Les sondages nous indiqueront facilement si une telle stratégie de clarification politique, de mise en perspective historique des enjeux et de mobilisation, donne des fruits: dans une telle éventualité, la tenue d'un référendum sur l'indépendance ne sera alors que la ratification d'un consensus acquis dans la société, la simple formalisation d'une évidence. Cela peut prendre du temps, mais on n'en est pas à quelques années près quand il s'agit de la destinée d'un peuple. Nous faisons le pari raisonnable que le peuple québécois a encore la détermination de prendre en charge son propre avenir.

Par contre, si les Québécois ne voulaient pas de leur indépendance (ce que certains pensent déjà, mais la preuve n'en est pas faite puisque la question n'a jamais été posée clairement par le PQ), alors il faudra passer à autre chose et négocier de bonne foi la place du Québec dans la fédération canadienne.

Une chose est sûre cependant: les stratégies du PQ depuis un quart de siècle, n'ont mené qu'à deux défaites référendaires qui ont affaibli le Québec, et engendré ou renforcé cette fatigue politique dans laquelle il se débat aujourd'hui. Une troisième défaite référendaire serait alors non seulement mortelle pour le PQ, elle serait aussi désastreuse pour l'ensemble du Québec et pour tous les Québécois.

Cela il faut l'empêcher à tout prix. C'est sans doute ce que pensent les Québécois lorsqu'ils disent massivement qu'ils ne pas veulent d'un autre référendum, mais qu'en même temps, et du même souffle, ils sont si nombreux à déclarer qu'ils

voteraient OUI s'il s'en tenait un. Cela nous fait penser qu'il y a dans ce peuple, dominé mais insoumis, une volonté d'affirmation encore entière, qui ne demande qu'à s'exprimer si on lui en donne l'occasion, les conditions propices et surtout le temps.